



DECISION DE CLASSEMENT

(Articles D. 332-2 à D. 332-4 du code du tourisme)

Par décision en date du 18 mars 2013, Atout France, l'Agence de développement touristique de la France, a procédé au classement du camping ci-après :

CAMPING LE CH'TI FRANOI
CEDAT ROUTE DE PLANZOLLES
07230 LABLACHÈRE

Dans la catégorie : 3 étoiles - TOURISME

Le N° de SIRET de l'établissement au moment de la demande : 48928721900013

La capacité d'accueil de l'établissement au moment de la demande (en nombre d'emplacements) : 40

- 0 emplacement(s) « confort caravane » ;
- 31 emplacement(s) « grand confort caravane » ;
- 0 emplacement(s) dans l'aire de stationnement pour autocaravanes ;
- 0 emplacement(s) « confort caravane » et « grand confort caravane » destiné(s) à l'accueil exclusif d'hébergements équipés à se raccorder à tous les branchements (caravanes, résidences mobiles, H.L.L.) ;
- 9 emplacement(s) nu(s).

Le N° d'enregistrement de l'établissement : C07-018247-001

La présente décision de classement est valable jusqu'au 18 mars 2018. Elle ne saurait en aucun cas attester que le bénéficiaire satisfait aux obligations légales ou réglementaires régissant sa profession.

Conformément aux dispositions de l'article L. 141-2 du code du tourisme, publicité sera faite de cet établissement classé sur le site internet d'Atout France.

Fait à Paris,

Le 18 mars 2013

Le Directeur Général

Christian MANTEI

Mentions des voies et délais de recours

Conformément à l'article R. 312-10 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet soit d'un recours gracieux auprès d'Atout France, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve votre établissement.

Le recours gracieux peut être fait sans condition de délais. En revanche, le recours contentieux doit intervenir dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Toutefois, si vous souhaitez, en cas de rejet du recours gracieux, former un recours contentieux, ce recours gracieux devra avoir été introduit dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision intervenue sur ledit recours gracieux. Cette décision peut être implicite (absence de réponse pendant deux mois).

ATTESTATION DE VISITE

Etablissement: CAMPING LE CHTI FRANOI

Adresse: Cedat Route de Planzolles

Code postal: 07230

Ville: LABLACHERE

Téléphone: 04-75-36-64-09-

Fax: 04-75-36-21-32-

Email: info@campinglechti.com

Site Internet: www.campinglechti.com

Numéro de SIRET: 489 287 219 000 13

Classement actuel: ☐ Non classé ☐ 0 ☐ 1 ☐ 2 ☒ 3 ☐ 4

Classement attendu: ☐ 1* ☐ 2* ☒ 3* ☐ 4* ☐ 5*

Par l'organisme évaluateur accrédité: BUREAU ALPES CONTROLES

Date de délivrance de l'accréditation d'inspection pour le classement du terrain de camping/caravanage: 15/07/2010

Référence dossier : SR120146

Rapport édité le: 03/10/2012

Inspection réalisée le: 01/10/2012

Nombre de points obligatoires atteints: 156, soit 97.5% du total à atteindre.

Conformité du nombre de points total à atteindre: ☒ oui ☐ non

Nombre de points à la carte atteints: 108

Conformité du nombre de points à la carte à atteindre: ☒ oui ☐ non

Avis de l'organisme évaluateur accrédité pour la catégorie de classement demandée:

☒ Favorable ☐ Défavorable

Nom de l'organisme évaluateur accrédité: BUREAU ALPES CONTROLES

Date: 03/10/2012

La responsable de l'inspection

Morgane LECLERC



Déclare ces informations justes et sincères



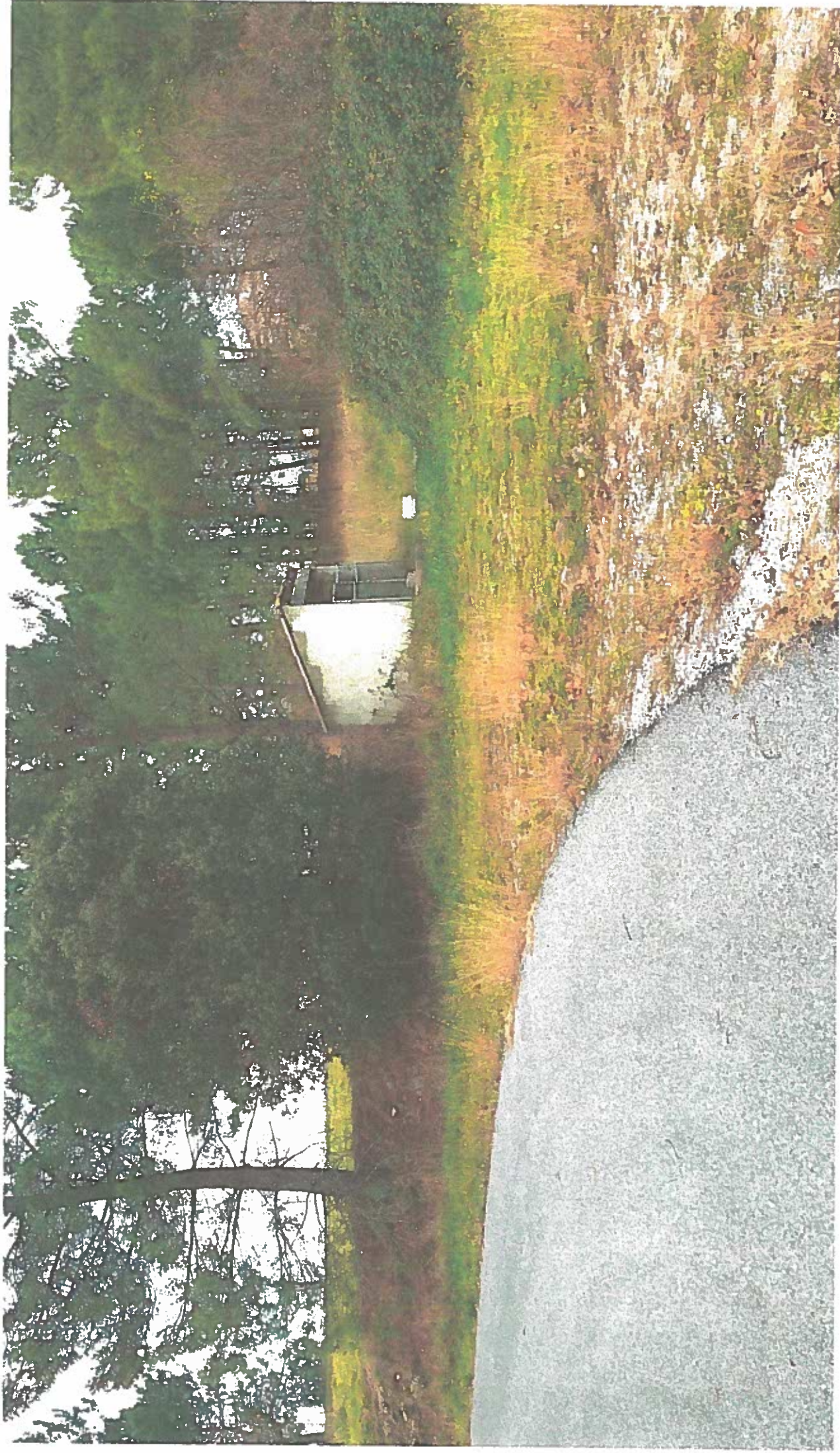
ACCREDITATION
N° 3-019
portée disponible sur
www.cofrac.fr

MINUXE 8.1.13

Vue de la frontière.



IMAGE: 1



Vue depuis la route D4.

17/09/2018 11:30



IMAGE: 3

4.5

Emplacement	Echelle de plan (mm)		Dimensions approximates (M)		M ²
A	12	18	10	14	138
B	18	12	14	10	138
C	12	20	10	16	154
D	15	12	12	10	115
E	18	15	14	12	173
F	15	15	12	12	144
G	15	15	12	12	144
H	15	15	12	12	144
I	15	15	12	12	144
J	15	15	12	12	144
<i>Sub total</i>					1438
Road	5	320	4	256	1024
Total					2462

Google Maps



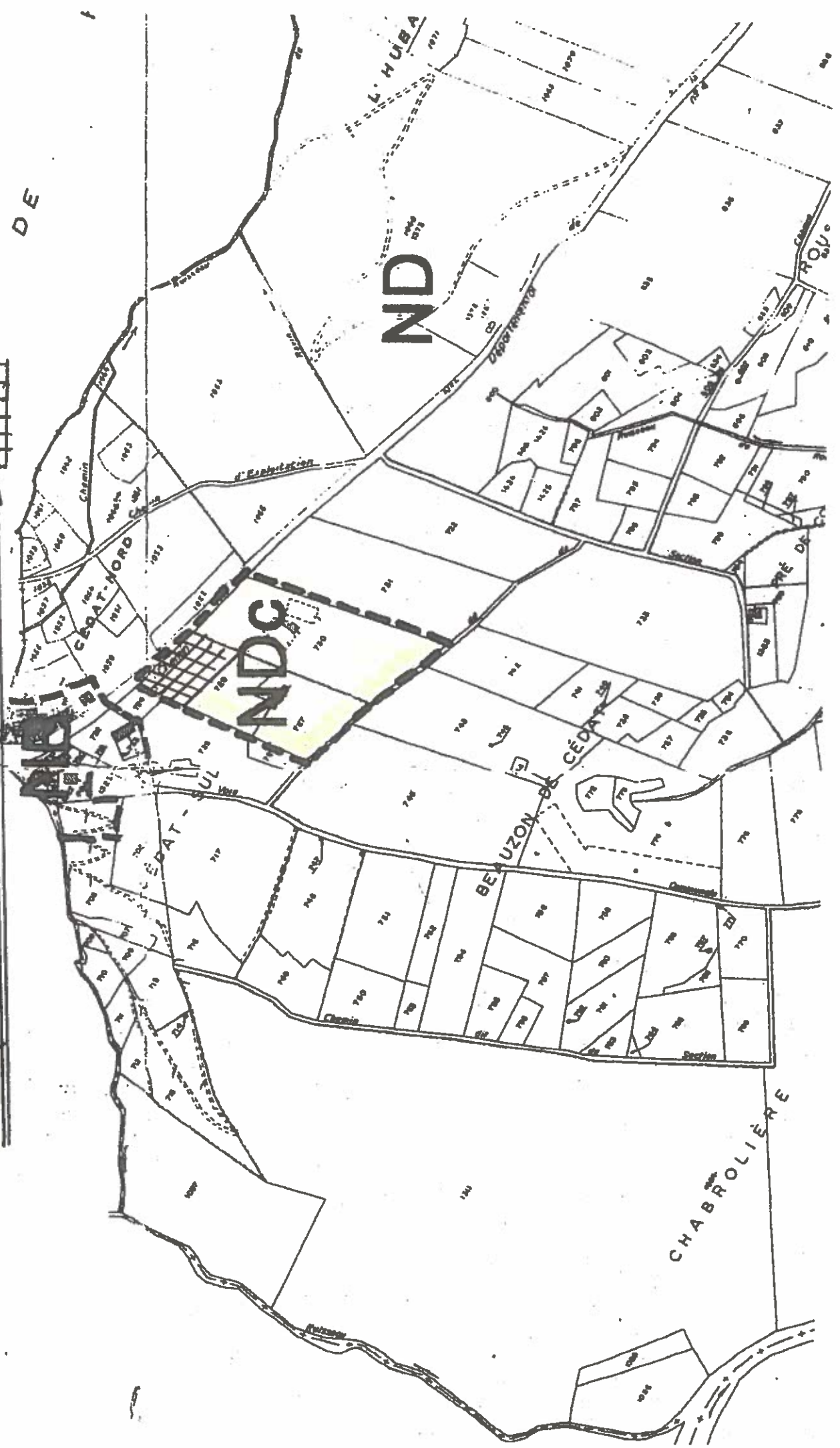
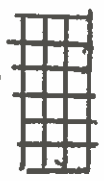
Imagery ©2015 DigitalGlobe, Map data ©2015 Google 50 m

Annexe S.1

729

10 emplacements supplémentaires

COMMUNE



ZONE ND

Il s'agit d'une zone naturelle non équipée qu'il convient de protéger en raison d'une part, de l'existence de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et d'autre part, de leur intérêt notamment esthétique ou écologique.

Il existe par ailleurs un secteur où la forêt est classée « espace boisé classé ».

Trois sous-secteurs sont distingués :

- un secteur NDa, autorisant l'implantation d'abris de jardin : le secteur des jardins d'Auzon,
- un secteur NDc, autorisant les terrains de camping,
- un secteur NDs, zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1.

SECTION 1 – NATURE DE L'OCCUPATION DU SOL

Article ND 1 – Occupations et utilisations du sol admises

Rappels : « les constructions à usage d'habitation doivent bénéficier d'un isolement acoustique conforme aux dispositions préfectorales visant les voies classées bruyantes (arrêté du 06 Octobre 1978 modifié par les arrêtés du 23 Février 1983 et du 30 Mai 1996 ».

« toute demande concernant l'implantation d'une activité bruyante doit respecter la réglementation en vigueur en matière de lutte contre le bruit et doit être accompagnée d'une notice concernant l'insertion de ce projet dans son environnement sonore ».

1 Les autorisations et utilisations du sol suivantes sont autorisées :

La possibilité de reconstruction à l'identique de bâtiments sinistrés.

Dans la zone ND, à l'exception des secteurs NDa et NDc :

- les ouvrages techniques divers ainsi que les installations classées nécessaires au fonctionnement des équipements et services publics,
- les ouvrages techniques divers nécessaires au fonctionnement des équipements et services publics,
- les constructions de logement de fonction nécessaires et liés aux activités artisanales et agricoles existantes,
- l'aménagement, la restauration et l'extension mesurée, limitée à 40 m² de S.H.O.N., des bâtiments existants sans changement de destination,
- les constructions (garages, abris de jardin) liées à une habitation existante proche, limitée à 20 m²,
- les équipements sportifs liés à l'emplacement réservé n° 2,

Dans le secteur NDa, les abris de jardins de moins de 10 m² sont autorisés.

2 Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont autorisées que si elles respectent les conditions ci-après :

- dans le secteur NDc, les terrains de camping ainsi que les constructions et installations nécessaires à leur fonctionnement, sous réserve de ne pas engendrer des obligations d'équipement pour la Commune et d'une bonne intégration au site.

Article ND 2 – Occupations et utilisations du sol interdites

Les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article ND 1 sont interdites.

SECTION-2 – CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

Article ND 3 – Accès et voirie

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage au moins égale à 4 mètres, instituée par un acte authentique ou par voie judiciaire en application de l'article 682 du Code Civil.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité des biens et des personnes.

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

Les dimensions, tracés, profils et caractéristiques des voies doivent être adaptés aux besoins des opérations qu'elles desservent.

La création de voies publiques ouvertes à la circulation automobile est soumise aux conditions suivantes :

- largeur minimale de la chaussée : 5 mètres
- largeur minimale de la plate-forme : 6 mètres

Dans toute opération d'ensemble une liaison commode avec les terrains ou opérations riverains doit être assurée.

Article ND 4 – Desserte par les réseaux

- Eau potable : (drinking water).

Toute occupation ou utilisation du sol qui requiert une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public d'alimentation en eau potable.

A défaut de réseau public, des dispositions techniques telles que captage, forage ou puits particuliers sont autorisées en conformité avec la réglementation en vigueur en matière de potabilité.

- Assainissement :

Eaux usées (liquid waste) .

Les eaux usées en provenance de toute occupation et utilisation du sol doivent être traitées par un dispositif d'assainissement autonome à la réglementation et aux normes techniques en vigueur (conformément aux normes DTU 64.1) et adapté aux caractéristiques du terrain (géologique, surface,...).

L'évacuation des eaux usées dans les puits perdus, fossés ou cours d'eau est interdite.

Article ND 5 – Caractéristiques des terrains

La surface, la forme des parcelles et la nature du sol doivent permettre la mise en place d'un dispositif autonome d'assainissement conforme à la réglementation en vigueur.

Article ND 6 – Implantation par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées à :

8 m au moins de l'axe des voies communales

12,5 m au moins de l'axe du CD 4 et 207

35 m au moins de l'axe des CD 104 et 104 A (mais 25 mètres seulement pour les bâtiments d'activités)

75 m au moins de l'axe de la RD 104 en dehors des espaces agglomérés, à l'exception des bâtiments d'exploitation agricole et autres, conformément à l'article L111.1.4 du Code de l'Urbanisme.

Des dispositions différentes pourront en outre être admises :

- pour les ouvrages de faible importance, réalisés dans le but d'intérêt général (WC, cabines téléphoniques, postes de transformation EDF, abris voyageurs, etc...) pour des motifs techniques de sécurité ou de fonctionnement de l'ouvrage,

- pour la rénovation et l'extension de constructions existantes sous réserve de respecter au minimum le recul de la construction existante.

En tout état de cause, ces dispositions différentes ne pourront être admises que si une insertion harmonieuse de l'environnement est garantie.

Article NB 7 – Implantation par rapport aux limites séparatives

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite parcellaire, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Article NB 8 – Implantation des constructions sur une même propriété

Non réglementé.

Article NB 9 – Emprise du sol

Non réglementé

Article ND 10 - Hauteur

La hauteur des constructions annexes est limitée à 3 mètres à l'égout du toit.

Article ND 11 - Aspect extérieur

Les constructions par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrage à édifier ou à modifier ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants ainsi qu'aux sites et aux paysages naturels.

Article ND 12 - Stationnement des véhicules

Chaque constructeur doit assurer en dehors des voies publiques le stationnement des véhicules induit par toute occupation ou utilisation du sol.

Article ND 13 - Espaces libres et plantations

Dans les espaces boisés classés, le défrichement y est interdit et la coupe ou l'abattage d'arbres soumis à autorisation (article L 130.1 du code de l'Urbanisme).

Section 3 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL**Article ND 14 - Coefficient d'occupation des sols (COS)**

Non réglementé.

Article ND 15 - Dépassement du coefficient d'occupation des sols

Non réglementé.